



COMPTE-RENDU CGT DE LA F3SCT DE LA BnF DU 14/11/2024

La FS-SSCT (Formation spécialisée santé sécurité et conditions de travail) est la nouvelle dénomination du CHSCT.

Dans ce compte-rendu :

- Travaux des stations TAD en arrières-banques de salle
- Rapport 2023 de la médecine de prévention
- Conditions de travail à l'Arsenal
- Le dispositif anti-suicide

Travaux des stations TAD en arrières-banques de salle

Ces améliorations font parties d'un plan d'actions en faveur des conditions de travail des magasiniers, résultat des négociations faisant suite aux grèves menées à la BnF ces dernières années. Des travaux vont être entrepris dans 6 stations TAD en arrières-banques de salle (ABS) du rez-de-jardin afin d'améliorer les conditions de travail dans ces espaces.

Un prototype grandeur réelle dans l'ABS de la salle W a été réalisé en août 2024. Depuis les travaux, une enquête auprès des collègues a permis de constater des améliorations : l'acoustique, la lumière, le confort thermique et l'ambiance général du lieu.

Toutefois, des problèmes persistent :

- le garde-corps (charge et décharge de la nacelle) reste trop haut
- l'ergonomie du poste de travail présente encore des contraintes posturales pouvant engendrer des TMS (troubles musculo- squelettique)
- les marchepieds sont dangereux et peu pratiques
- les étagères de retours des communications sont mal positionnées

La CGT a demandé que les prochains travaux soient réalisés en ABS du Département Histoire, philosophie, sciences de l'homme, station où les flux et les circulations sont les plus nombreux ainsi que :

- la prise en compte des remarques des utilisateurs et des configurations de chaque ABS (type de documents, espaces, etc.)
- un ajustement du poste de travail près de la nacelle
- une solution pour les marchepieds
- des étagères mieux positionnées
- un calendrier de travaux resserré en 2025 et 2026

- des formations Gestes et postures systématiques à l'issue des travaux.
-

Rapport 2023 de la médecine de prévention

L'activité est soutenue et en augmentation avec plus de 1340 visites d'agents (883 en 2022). Les visites à la demande des agents sont en hausse (=430, 359 en 2022), comme celles à la demande du médecin (=397, 192 en 2022) et à la demande de la hiérarchie (=117, 76 en 2022). Les visites de reprise suite à une maladie connaissent la même trajectoire (=171, 107 en 2022).

La reconnaissance du statut de travailleurs handicapés a concerné 13 collègues. Le service a réalisé des examens professionnels pour connaître la compatibilité des conditions de travail à la santé : 72 examens ont donné lieu à un aménagement, 35 à une incompatibilité temporaire, 2 à une incompatibilité au poste. 34 études de postes ont été réalisées ainsi que 9 demandes de maladies professionnelles pour des TMS (troubles musculo-squelettiques).

Les difficultés de la médecine de prévention en termes d'effectif

Ce sont des problèmes de vacance de poste concernant le second médecin à mi-temps ainsi que le poste de la 3^e infirmière (succession d'intérim en 2023) et l'absence de la secrétaire médicale. La CGT salue le travail de l'équipe en hausse malgré un effectif réduit.

La CGT a réclamé le renforcement de l'effectif cible comme prévu par la dernière réorganisation de 2021 soit 6 postes (actuellement 5,5) avec le recrutement d'une infirmière à mi-temps pour les sites de Richelieu et Bussy.

Ce renfort de l'équipe par un médecin et une infirmière supplémentaire permettrait un meilleur suivi médical périodique des agents ainsi que le travail en prévention primaire des risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail. La CGT a rappelé que la moyenne d'âge des agents est de 48 ans et que les TMS sont très présents dans l'établissement.

Pour le site de Richelieu, de nombreux collègues situent mal le local médical et les horaires de permanence. L'information est inexistante sur Biblionauts. Nous avons réclamé également une salle de pause sur le site (en cours de localisation par l'administration).

Sur le sujet des trousse de secours dans les services, l'étude est toujours en cours (quels produits ? Où ?). Nous avons pressé l'administration d'aboutir en 2025.

Concernant la santé des femmes

Suite aux actions de l'intersyndicale CGT-SUD BnF, un point sur la santé des femmes et le travail est enfin présenté en F3SCT.

On constate qu'il s'agit d'un sujet puisque l'on peut lire « *les effets du travail sur la santé des femmes ne sont pas les mêmes que pour les hommes* » et que des demandes individuelles ont portées sur :

- les dysménorrhées et l'endométriose

- mais aussi la périnatalité avec la gestion de rendez-vous pour la PMA, la demande d'espaces de pause pendant la grossesse et pour la poursuite de l'allaitement lors de la reprise du travail dans un espace adapté

La médecine de prévention préconise :

- la prise en compte de la problématique des pathologies spécifiques genrées, aiguës et chroniques
- l'adaptation individuelle à l'état de santé
- la mise à disposition de protections périodiques et de distributeurs dans les sanitaires.

Pour la CGT, ce bilan ne va pas assez loin en terme de préconisations et nous demandons toujours une réponse collective à la question de l'impact de la santé hormonale sur les conditions de travail des personnes menstruées, en l'occurrence l'instauration d'un congé de santé hormonale.

Conditions de travail à l'Arsenal

La CGT-BnF a demandé ce point sur les conditions de travail à l'Arsenal. Nous avons lu en séance et transmis à l'administration une pétition rédigée et signée par l'ensemble des personnels du site.

Pour rappel : en mars 2024, l'administration a mis fin à une partie de la gratuité de la bibliothèque. Celle-ci est devenue à la fois une bibliothèque de recherche et tous publics et il a été nécessaire de déployer l'application d'inscription et d'encaissement sur le site. L'administration refusant de créer des postes de caissiers, ce sont les personnels de renseignements bibliographiques (catégorie B et A) qui sont chargés de ces fonctions et sont devenus mandataires de régie de recettes. L'ensemble des organisations syndicales s'était opposé à ce projet et demandé son retrait. L'administration est passé en force niant les inquiétudes et le mécontentement des personnels de l'Arsenal.

La mise en œuvre des nouvelles modalités d'accès à la bibliothèque a été chaotique et a exaspéré les personnels : bugs répétés des applications de caisse, manque de soutien de la DPU, manque de formation, espace d'accueil mal agencé, etc. Outre ces problèmes techniques, la polyvalence demandée aux agents est mal vécue car ces fonctions ne font pas partie de leurs missions et se font contre leur volonté.

D'autres difficultés détériorent les conditions de travail sur le site :

- L'Arsenal est un bâtiment ancien, des travaux de rénovation de magasins ont d'ailleurs eu lieu en mars-avril 2024 entraînant de multiples désagréments (fermeture pendant 15 jours) et le site connaît des problèmes de maintenance réguliers avec des délais d'interventions trop longs, (par exemple 1 ascenseur monte-charge régulièrement en panne, des toilettes non réparées, etc.)
- l'effectif des magasiniers est à flux tendu avec une charge de travail importante en augmentation (amplitude horaire d'ouverture élargie, contrôle des effets personnels des lecteurs à la sortie de salle, etc.) ; l'espace de travail des magasiniers a été rénové en partie mais reste insuffisant avec seulement 4 postes informatiques et 4 tables de travail pour 9 agents
- une communication interne réduite : peu de réunions de département et de services ainsi que de comptes rendus ; l'information est principalement informelle.

A noter que la question de la restauration s'est enfin améliorée avec une nouvelle offre après des années de difficultés en raison d'une faible possibilité de restauration collective dans le quartier. L'administration confirme cependant que le restaurant du ministère de la culture des Bons Enfants n'est plus disponible quotidiennement aux établissements alentours.

Les réponses de l'administration :

A partir des points listés dans la pétition des personnels, l'administration propose de réaliser un suivi d'avancement des améliorations tant techniques qu'organisationnelles en Formation spécialisée.

Le dispositif anti-suicide

Ce point a été demandé par la CGT-BnF. Ces dernières années, le jardin central du site François Mitterrand a été le théâtre de plusieurs accidents et suicides qui ont particulièrement émus et choqués les personnels. Entre 2009 et 2020, près d'une dizaine de personnes s'y sont données la mort dont deux collègues.

En avril 2017 l'administration, sous la pression des organisations syndicales, a présenté en CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) un dispositif anti-chute permettant de mettre fin à ces drames, le montant des travaux (3 millions d'euros TTC) devant être validé en fin d'année par le Conseil d'administration.

Ce dispositif n'a pourtant pas vu le jour en raison de l'opposition de Dominique Perrault. En tant qu'architecte, ce dernier a en effet un droit de regard sur toutes les transformations bâtementaires du site.

En 2019 suite à un nouveau drame, l'administration missionne cette fois-ci l'agence de Dominique Perrault. **Une « étude de faisabilité du cabinet Perrault » est alors réalisée (pour un coût 140 000 euros) et aboutie à un projet très proche du dispositif initial,** à savoir le rehaussement des gardes corps métalliques par des parois vitrées. Si le premier projet (1m60 de haut) empêche de monter sur le garde-corps, le deuxième (2m50 de haut) se situe au milieu du garde-corps. Cette différence fait exploser les coûts : **7,4 millions d'euros TTC au lieu de 3 millions TTC.**

Des avancées qui restent à confirmer

La CGT a dénoncé cet automne le projet imposé par D. Perrault en raison de son coût. La direction nous a confirmé que de nouvelles négociations sont en cours avec Dominique Perrault pour aboutir à un projet moins onéreux et plus efficace d'un point de vue technique. Nous attendons confirmation de ces informations.